

Bonjour M. Louis,

Je ne peux passer sous silence l'impact très négatif de la désolante décision qu'a prise le Conseil général de la Charente (dont vous faites partie, je crois) au sujet de l'accès payant sur Internet aux registres paroissiaux et d'état civil de votre département et ce, d'abord sur les généalogistes charentais mais également sur les Français et les très nombreux Québécois et Nord-Américains qui y ont des ancêtres, incluant moi-même, et ce, à plusieurs reprises.

Elle est d'autant plus déplorable qu'elle va bloquer la contribution québécoise au beau travail de relevé des baptêmes, mariages et sépultures (puis celui des naissances et décès) entrepris depuis quelques années par l'Association généalogique de la Charente (AGC), dont je fais partie. Quelle douche froide !

Vous n'avez pas idée des répercussions que cette malheureuse décision aura sur les échanges généalogiques entre nos deux régions, voire pays, et sur le volet généalogique de notre jumelage. Sans compter la réputation négative qui sera accolée à votre département et ce, dans toute la Francophonie qui pose présentement des yeux consternés sur vous et vos collègues, conseillers généraux.

Une pétition, qui dépasse à ce jour 5000 signatures, est à se constituer afin de vous demander de reconsidérer votre position à cet égard. Surtout que, seul, l'accès auxdits registres est visé par cette inique décision, les autres documents "mis en ligne" sur le site Internet des Archives départementales n'étant pas touchés par cette mesure regrettable (ex...: cartes postales).

Ceci dit, je suis certain que, maintenant que vous mesurez davantage l'impact international de ce dossier, vous saurez en faire part à vos collègues et agir pour le bien de toutes les parties concernées.

Généalogiquement vôtre,

François (Ithier, originaire de Manot) Lafrenière
Président de la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu
Administrateur de la Fédération Histoire Québec (qui regroupe quelque 250 sociétés d'histoire et de généalogie à travers tout le Québec)
Ex-vice-président au Patrimoine du COVABAR